

4. La gouvernance globale

Kimon Valaskakis

Bonjour, je m'appelle Kimon Valaskakis. Je suis professeur de sciences économiques à l'université de Montréal. Je suis l'ancien ambassadeur du Canada à l'[Organisation de coopération et de développement économiques](#) (OCDE), et avant ça j'étais président fondateur de l'Institut Gamma, un institut de prévision et de planification à long terme.

Alors je vais vous parler aujourd'hui de la problématique de la gouvernance mondiale, tel qu'elle apparaît dans ce début de millénaire, en 2004, et vous parler un peu des changements qu'il faut effectuer pour rendre ce système mondial beaucoup plus efficace, beaucoup plus légitime. Fondamentalement, si on demande si le monde a-t-il une constitution, la réponse c'est oui : l'ordre mondial actuel est basé sur un traité — un traité qui a été signé non pas il y a deux ans, non pas il y a dix ans, mais il y a plusieurs siècles. Ça c'est le traité de Westphalie de 1648, un traité qui a mis fin à la guerre européenne de 30 ans, et qui a comme intérêt d'avoir établi un système de gouvernance européenne qui est ensuite devenu un système de gouvernance mondiale quand l'Europe a conquis le reste du monde. Alors, le principe de base du système Westphalien c'est d'essayer de gérer le monde à partir de la souveraineté des états-nations. La souveraineté étant définie comme étant le pouvoir le plus absolu légal sur terre. Donc il n'y a pas d'appel contre un acte de souveraineté. La souveraineté c'est un acte final. Alors le système Westphalien consacre le pouvoir juridique absolu à la souveraineté, et aujourd'hui nous essayons de gérer le monde avec en juxtaposant à peu près 200 souverainetés nationales, parce-qu'il y a à peu près 200 pays dans le monde dont 191 sont membres des [Nations Unies](#). Alors on estime qu'en juxtaposant ces souverainetés on va créer un ordre

mondial qui marche. On l'a fait pendant un certain temps.

Est-ce que ça marche aujourd'hui encore ? Evidemment les 191 pays membres des Nations Unies ont créés des OIGs telles que les Nations Unies elle-même, et aussi comme l'[Organisation du Traité de l'Atlantique Nord](#) (OTAN), l'Union Européenne, la [Banque mondiale](#), le [Fonds monétaire international](#) (FMI), l'OCDE, l'[Organisation Mondiale du Commerce](#), le G8, etc. Ces OIGs jouissent de ce que l'on peut appeler une délégation de pouvoir de la part des états-nations. Aucune de ces organisations n'a vraiment de pouvoir supra-national, avec très peu d'exceptions, et même ces exceptions la sont encore débattues. Donc la souveraineté réside encore dans les états-nations, et la question qui se pose maintenant est « est-ce que ce système est suffisant et adéquat pour rencontrer les défis contemporains ».

Donc quels sont ces défis contemporains ? Le premier grand défi contemporain c'est le processus de mondialisation. La mondialisation est un processus historique, mais qui a eu une très grande accélération dans la seconde partie du 20^{ème} siècle, et on peut caractériser la mondialisation comme étant l'abolition des frontières où de plus en plus les activités humaines, qu'elles soient économiques, qu'elles soient politiques, qu'elles soient sociales sont en train d'émigrer du cadre de l'état-nation vers un cadre beaucoup plus élevé, qui est le cadre de la planète terre. Cette mondialisation a créé un monde sans frontières.

Malheureusement, la conséquence non attendue de la mondialisation a été aussi de créer un monde sans règles, parce que les règles sont contraintes par les frontières, et par conséquent il y a beaucoup de problèmes associés à cette mondialisation et en particulier il y en a au moins deux. La plupart des défis de

la mondialisation sont de caractère planétaire alors que les systèmes d'autorité basés sur la souveraineté sont contraints par les territoires des états-nations. Chaque pays a une autorité qui s'exerce sur le territoire de ce pays, et pas plus loin que ça : la France sur la France, l'Allemagne sur l'Allemagne, les États-Unis sur les États-Unis, etc. Mais quels sont les défis aujourd'hui ?

Un défi c'est les crises financières internationales : elles ne peuvent plus être réglées au niveau de l'État nation. Un autre défi c'est le changement climatique — encore une fois, on ne peut pas légiférer au niveau de l'état-nation pour changer le climat — il faut travailler au niveau de la planète. En suite, il y a la régulation de l'Internet : elle ne peut se faire qu'au niveau planétaire, et aussi la lutte contre le terrorisme qui est encore planétaire. Finalement, il ya le contrôle des épidémies — on a échappé de justesse à une grande épidémie qui est le Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), qui a commencé dans un pays, mais qui c'est répandu un peu partout.

Et bien toutes ces crises là ne peuvent être gérer que d'une façon concertée globale, alors que les systèmes d'autorité sont encore nationaux, d'où le grand problème qui existe là. Un second grand problème qui est issu de la mondialisation c'est que là le système Westphalien supposait que les gouvernements n'étaient pas seulement les détenteurs du pouvoir juridique absolu, mais aussi du pouvoir réel absolu, c'est à dire que c'était les acteurs les plus puissants sur la planète. Or aujourd'hui ce n'est plus nécessairement le cas. Prenons comme indicateur la capacité de dépenser, qui est une capacité d'influencer le système politique et le système du pouvoir, et mettons-en en présence les acteurs gouvernementaux et les compagnies multinationales. D'après ce critère de la capacité de dépenser, en regardant le chiffre d'affaires des multinationales et en regardant du côté du gouvernement les budgets, on arrive à la conclusion que sur les 200 acteurs les plus puissants de la planète, il n'y a que 39 gouvernements,

et 161 entreprises. Alors la puissance des gouvernements est plus l'exception que la règle. Si on regarde les grandes entreprises, et les six les plus importantes qui sont Exxon, General Motors, Ford, Mitsui, Daimler-Benz et Mitsubishi. Chacune de ces entreprises a une capacité de dépenser qui pourrait la qualifier d'être membre du G8. Ce qui est encore plus surprenant, c'est que si ces six compagnies décidaient de faire un conglomérat, un « holding », se concentrer en une seule compagnie, il y a un seul gouvernement sur la planète qui aurait une capacité de dépenser plus que ce holding, et c'est le gouvernement américain. Donc ce nouveau holding serait le numéro deux mondial.

Alors cette situation est toute à fait nouvelle. Elle montre que le système politique mondial est à revoir, et qu'on ne peut pas continuer de cette façon, parce que la mondialisation a donc déstructurée l'ordre mondial Westphalien d'une façon tout à fait fondamentale. Maintenant, en plus de la mondialisation, ce jeune millénaire a déjà subi au moins trois crises de taille presque de séisme ou de tremblements de terre sociétaux, et on n'en est encore qu'à la quatrième année de ce millénaire. Quelles sont ces trois crises ? La première a été les attentats du 11 septembre 2001, qui ont fondamentalement déstructuré le système de sécurité parce qu'ils ont démontré qu'on ne peut plus s'isoler, qu'il n'y a plus de forteresse, que la grande menace à la sécurité maintenant est une menace qui vient d'un agent non étatique qui est la terreur organisée et non d'un agent étatique (c'est à dire un gouvernement), et qu'on peut attaquer même une super-puissance comme les Américains de l'intérieur avec des avions américains détournés à partir d'aéroports américains pour attaquer des cibles américaines. Alors ça change entièrement toute la problématique de la sécurité mondiale et ce n'est plus une question d'avoir des alliances, mais de faire des guerres conventionnelles. Maintenant la guerre est devenue tout à fait anti-conventionnelle et asymétrique.

En deuxième, nous avons eu, un peu plus tard de l'onze septembre, une crise grave dans la gouvernance de l'entreprise qui a commencé avec les scandales Enron et Worldcom. Il continue au rythme de pratiquement un scandale par semaine où on découvre que telle ou telle compagnie a triché sur sa comptabilité ou a fait toutes sortes de choses qui n'étaient pas du tout acceptables. Là le lien entre ce manque de gouvernance d'entreprise et la mondialisation est clair. Les entreprises sont devenues très mobiles : elles peuvent aller d'un pays à l'autre. Elles peuvent jouer une juridiction contre l'autre, et donc échapper à tout contrôle. Et comme il n'y a pas de règles corporatives mondiales et il n'y a pas de régulation des entreprises au niveau mondial, le résultat c'est que l'on se retrouve avec des excès, comme les excès de Enron, Worldcom etc., et des excès qui ne sont même pas une violation de la loi. Dans chacun de ces scandales le nombre d'accusés a été quand même pas aussi grand qu'on ne pensait et le fait qu'on peut faire tous ces abus sans violer aucune loi est encore pire parce que ça montre que la mondialisation a créé un vide au niveau de la régulation mondiale économique qu'il faut combler.

La troisième crise est survenue en 2003 avec l'intervention anglo-américaine en Iraq, car cette intervention était fondamentalement extra Westphalienne parce que une des caractéristiques importantes du système Westphalien c'est qu'on n'intervient jamais dans les affaires intérieures d'un état souverain ; que s'il y a intervention c'est qu'un état souverain attaque un autre état souverain. Mais à l'intérieur d'un état souverain la caractéristique même de la souveraineté veut dire non-ingérence par d'autres. Hors les anglo-américains avec leur coalition sont intervenus en Iraq, bien que la plupart des pays du monde n'étaient pas en faveur de cette intervention, on peut quand même dire que la communauté internationale aujourd'hui regarde d'un oeil favorable les interventions dans les états souverains dans certaines conditions.

Quelles sont ces conditions ? Par exemple pour empêcher un génocide. Je pense que tout le monde aurait été d'accord à l'intervention au Rwanda, malheureusement elle s'est fait trop tard pour éviter le génocide. Il y eut une intervention au Kosovo dans la même direction : une intervention pour cause humanitaire même contre la volonté d'un gouvernement en place je pense serait approuvé par la communauté internationale, et une intervention pour empêcher les armes de destruction massive serait aussi acceptable par la communauté internationale d'après certaines règles, et les règles doivent être définies, parce qu'aujourd'hui on ne définit pas quand est-ce qu'on peut intervenir, qui doit intervenir, et comment intervenir, ce qui ouvre la porte à toute sorte d'abus parce-que l'intervention en Iraq a été faite par les Américains sans la sanction des nations unies en se basant sur le caractère de super-puissance des États-Unis mais cette intervention peut créer une jurisprudence qui veut dire qu'une super-puissance locale — l'Inde contre le Pakistan, la Chine contre Taiwan — pourrait aussi décider qu'ils veulent intervenir en se disant de façon préventive pour éviter telle et telle chose, alors on ouvre une boîte de Pandore qui est très très dangereuse. Alors ce qu'il faut en fait c'est arriver à un système où l'intervention est possible, mais elle doit être réglementée par certains paramètres, et ça n'existe pas.

Alors en 2004 nous avons une situation où les crises s'accumulent, et comme on dirait, si l'on peut utiliser une métaphore, on est un peu dans un avion, mais qui n'a pas de pilote — ou quand il y a un pilote, ce n'est pas nécessairement le pilote que souhaitent les passagers. Alors il y a un problème de gouvernance mondiale qui devient de plus en plus aigu.

Est-ce qu'on est conscient de ce problème ? Oui. Est-ce qu'on prend des mesures adéquates pour le rencontrer ? Non. Pourquoi est-ce qu'on est conscient de ce problème ? Dans mon activité principale en ce moment s'appelle « Le groupe de gouvernance globale — Club

d'Athènes », qui est une initiative qui veut mettre en place un forum pour repenser un peu la gouvernance mondiale. Ce groupe de gouvernance globale a eu un octroi d'une fondation suisse : une fondation pour le progrès de l'homme pour regarder qui fait quoi dans le monde dans le domaine de la gouvernance mondiale. Nous avons trouvé à notre surprise au moins 5000 sites Web — 5000 sites Web d'initiatives locales parfois gouvernementales, parfois privées, parfois sociétés civiles, parfois universitaires regardant la mondialisation et la gouvernance. Aujourd'hui il y a au moins une sinon plus de conférences chaque semaine sur un aspect de la gouvernance mondiale. Donc cette prise de conscience elle est là : on est de plus en plus inquiet, et cette inquiétude se manifeste en la multiplication de ces initiatives. Mais est-ce que la réponse de ces 5000 sites Web et de ces initiatives est-elle adéquate ? Et bien nous pensons que non, d'où la nécessité de créer ce que nous appelons le groupe de gouvernance globale.

Quelles sont les caractéristiques et les faiblesses des initiatives actuelles ? Et bien premièrement les initiatives actuelles sont très fragmentées par discipline et par secteur d'activité : c'est à dire *que* les écologistes se rencontrent entre eux, les financiers se rencontrent entre eux, les « anti », ceux qui sont contre le terrorisme se rencontrent entre eux, et il n'y a pas ce qu'on appellerait en anglais « connecting the dots », c'est à dire faire le lien entre tous ces domaines — il n'y a pas assez de prise de conscience de l'interdépendance entre l'écologie et l'économie, entre la technologie et les finances, entre les finances et le social, etc. Alors cette fragmentation veut dire que quand on arrive à des solutions, elles sont partielles et ne prennent pas en considération l'ensemble de la problématique.

Seconde caractéristique de ces initiatives c'est qu'il y a grand écart entre ce qu'on peut appeler les penseurs et les acteurs. J'ai eu l'occasion dans ma carrière d'être à la fois penseur et acteur, j'étais penseur en tant que professeur d'univer-

sité et consultant, président d'un institut de prospectives, mais j'étais aussi acteur ayant été ambassadeur du Canada à l'OCDE, et ayant signé des traités pour mon pays à l'OCDE et formulé avec des collaborateurs ambassadeurs des 29 autres pays des politiques pour l'ensemble des pays membres de l'OCDE. Ce qu'on remarque c'est qu'il y a très grand écart entre les penseurs et les acteurs. Les acteurs n'ont pas le temps de trop réfléchir, et donc peuvent signer des traités, en fait arriver à des démarches qui sont parfois superficielles parce-qu'elles n'ont pas été suffisamment réfléchies, et les penseurs sont rarement appelés à agir, et par conséquent vont sortir des papiers universitaires qui vont être présentés dans des conférences savantes et des réunions d'experts, qui vont mener à d'autres réunions d'experts, et pendant ce temps on va écrire des documents, on va écrire des articles, on va écrire des livres, mais rien ne va se faire sur le plan de l'action. Alors cet écart entre acteurs et penseurs réduit un peu l'efficacité des initiatives.

Troisième élément : dans les initiatives existantes il n'y a pas vraiment de débat d'idées : on se rencontre entre convertis. Ceux qui sont pour la mondialisation se rencontrent par exemple à la fin de chaque mois de janvier ceux qui sont pour la mondialisation se rencontrent à Davos en Suisse, dans le « [World Economic Forum](#) », et ceux qui sont contre la mondialisation ou contre la fin de mondialisation qui existe aujourd'hui qui s'appelle le « [World Social Forum](#) » qui a commencé à Porto Allègre se rencontrent à peu près à la même époque, mais sans qu'ils dialoguent : il n'y a pas vraiment de dialogue entre les deux, ce qui est malheureux, parce-qu'il faudrait qu'il y ait débat d'idées, il faudrait que ceux qui sont pour et ceux qui sont contre se rencontrent et s'affrontent.

Dernier élément : qu'on peut dire *que* la plupart des conférences et des activités actuelles mènent à des recommandations qui ne sont pas vraiment pratiques, que l'on ne peut pas vraiment mettre en application : c'est des

recommandations de type émission de souhaits — « shopping list », mais pas plus que ça. Ça c'est dommage, parce que pendant qu'on se rencontre et qu'on fait des réunions à droite et à gauche la situation empire au niveau mondial. D'où la nécessité de créer une initiative fédératrice, une initiative qui peut amener ces 5000 sites Web et autres à travailler ensemble, non pas pour les remplacer mais au contraire pour valoriser leurs activités. Alors c'est là où le projet que je pilote — le groupe de gouvernance globale — Club d'Athènes — veut apporter une valeur ajoutée.

Alors pourquoi est-ce qu'on l'a appelé le club d'Athènes ? Et bien c'est une métaphore à l'Athènes de l'Antiquité qui était le berceau de la démocratie, et on veut véhiculer par ce titre club d'Athènes, par cette appellation, la nécessité de démocratiser la mondialisation, de créer pour ainsi dire l'Athènes monde, la ville monde pour ainsi dire, de politiser la mondialisation au sens noble de politique, qui vient de « polis », qui est l'organisation de la cité, et on veut le faire en amenant trois groupes d'acteurs à travailler ensemble, qui sont : les gouvernements, le secteur privé, et la société civile, et le faire dans un cadre qui est appuyé par un « think tank », un institut de gouvernance qui travaille d'une façon continue pour apporter des solutions qui sont à la fois souhaitables et faisables.

Alors ce groupe de gouvernance globale, qui implique actuellement environ une centaine de personnes à travers le monde qui appuient le projet, a comme objectif de se lancer sur la scène internationale à Athènes en Grèce en octobre 2004 où on planifie une conférence du 21 au 24 octobre qui sera en faite, dont l'hôte officiel sera le maire d'Athènes, madame Bakoyannis, et qui devra impliquer des chefs d'états. Et bien cette conférence a trois objectifs.

Premier objectif c'est de faire un peu l'état de la situation de la gouvernance mondiale dans au moins cinq domaines : l'économie, le développement durable, la sécurité humaine, la technologie et son impacte sur la gouver-

nance et aussi la démographie et les systèmes migratoires et qu'est-ce que tout ça ça peut donner — surtout de faire le lien entre ces différentes problématiques.

Objectif numéro deux c'est de constituer le groupe de gouvernance globale dans sa forme internationale en fédérant les initiatives qui existent, et de lancer une démarche qui devrait durer au moins dix ans, parce-que on ne peut pas changer le monde en deux ans, et cette démarche est en faite un forum de pré-négociation pour arriver à des formules différentes de celles qui existent aujourd'hui.

Et le troisième objectif c'est de se séparer des conférences habituelles, et que le produit de la conférence ne soit pas juste un livre ou des actes de colloque, mais soit un plan d'action concret pour les quatre prochaines années pour aller de 2004 à 2008. La conférence elle-même d'octobre 2004 s'appelle « Les Olympiades de la Gouvernance », et sous-titre « Explorations de Nouveaux Moyens pour Gérer notre Planète », donc on joue sur le faite que Athènes sera la capitale olympique en 2004 parce-que il y a les jeux olympiques qui ont lieu en août 2004 et nous, notre conférence aura lieu en octobre 2004. Cette conférence va va aussi emprunter des olympiades une formule de débat olympique, c'est à dire pour chaque problématique, que soit l'économie, le développement durable et tout ça, il y aura des protagonistes et des antagonistes qui vont croiser le fer dans un débat d'idées et, à la mode olympique, un jury composé de membres de gouvernements, d'entreprises, et aussi de la société civile va déterminer un gagnant, un médaillé d'or : un peu comme les jeux sportifs, et la ville d'Athènes va donner des médailles à ce sujet.

Alors cette idée de faire des jeux de l'esprit, des olympiades de l'esprit, c'est une idée qui à la fois nouvelle, mais qui n'est pas nouvelle parce que déjà dans l'antiquité il y avait, avec les jeux olympiques des joutes d'oratoire entre les protagonistes intellectuels sur différents sujets. Alors nous on veut instituer des olympiades de la gouvernance et si on réussit, on va

en faite peut-être créer un précédent, une jurisprudence où dans d'autres jeux olympiques il y aura également des jeux intellectuels dans des domaines peut-être autres que la gouvernance.

Alors voilà le plan d'ensemble. La valeur ajoutée du c'est de valoriser les initiatives actuelles, et de les mener vers des recommandations qui sont concrètes, qui sont à la fois souhaitables et faisables, ce qui à notre avis est tout à fait essentiel dans le cadre actuel, parce-que actuellement on va dans toutes les directions et ce n'est pas du tout efficace. Alors l'objectif final c'est de travailler en faveur d'un meilleur ordre mondial, un ordre mondial qui va peut-être redistribuer la souveraineté, qui va arriver à faire de la souveraineté quelque chose de plus moderne, et là je conclus en faisant un peu une comparaison avec les systèmes d'opération de la compagnie Microsoft. Vous savez que la compagnie Microsoft, qui nous apporte Windows, change de système d'opération chaque deux ans. Nous avons eu Windows 95, ensuite 98, ensuite 2000, et ensuite en 2002 on a eu Windows XP, qui est un nouveau mode d'opération. Alors nous on dit la chose suivante : « Si la compagnie Microsoft change son système d'opération chaque deux ans pour le moderniser, comment est-ce qu'on peut gérer le monde avec un mode d'opération qui a été conçu en 1648 ? » Certainement, vous serez d'accord avec moi qu'il faut mettre à jour ce système en 2004, il faut arriver à quelque chose de nouveau, il faut tailler un système mondial beaucoup plus à l'heure des défis du 21^{ème} siècle que des défis du 17^{ème} siècle.

Alors c'est dans cette direction que nous devons aller, et que ce soit le groupe de gouvernance globale que nous préconisons pour notre système, il faut dépasser les structures actuelles, parce-que les structures actuelles qui sont le G8, qui sont le G20 — le G8 c'est les nations les plus industrialisées du monde, le G20 c'est une initiative qui a été lancée il y a quelques années, entre autres par le Premier ministre Paul Martin du Canada, qui été auparavant ministre des finances, et qui élargit à

20 pays la réflexion, et ces 20 pays se rencontrent au niveau des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales pour arriver à proposer des solutions contre les crises financières. Alors cette initiative est bonne, mais elle est incomplète, et puis certains diront qu'elle n'est pas suffisamment démocratique parce-que elle n'inclut pas la société civile, elle n'inclut pas les citoyens, etc. Alors il y a le G8, il y a le G20, il y a le G30 (ça ne s'appelle pas G30, mais l'OCDE c'est en fait le G30 parce-que c'est 30 pays les plus industrialisés du monde et ayant été un des gouverneurs de l'OCDE je sais que c'est une institution qui travaille bien) il y a plusieurs façons d'avoir plusieurs groupes, mais l'autre argument principal c'est : « L'avenir c'est de créer un forum qui inclut les gouvernements, le secteur privé, et la société civile ». Si les gouvernements se rencontrent seulement ensemble, ils vont systématiquement contester, comme c'est le cas chaque fois qu'il y a un sommet sur la mondialisation. Chaque fois, il y a des manifestants qui cassent les vitres et qui disent « Ça, c'est pas bon ».

S'il y a des rencontres du secteur privé seulement, et bien ces rencontres vont être-t-elles aussi contestées en disant « Elles ne sont pas suffisamment légitimes ». Et s'il y a des rencontres seulement de la société civile, et bien ces rencontres vont peut-être se dérouler dans l'harmonie, mais franchement auront très peu d'impact, parce-que la société civile dans son état actuel a peut être un impact de blocage, mais n'a pas vraiment un impact de grandes initiations de nouvelles politiques. Alors nous pensons que le salut, que la direction de l'avenir c'est de mettre ensemble ces trois acteurs dans un processus bien pensé qui va mener éventuellement à un système mondial beaucoup plus performant. Alors c'est sur ces thèmes là que je vous propose de regarder la problématique très importante de la gouvernance mondiale dans ces premières années du millénaire, et de voir comment on peut tous travailler ensemble pour améliorer la gestion de notre planète. •

Bibliographie et lecture recommandée

BAYNE, Nicolas. « The G8 and the Globalisation Challenge ». Préparée pour le symposium académique G8 2000 au sujet de « New Directions in Global Governance: G8's Okinawa Summit », Okinawa, Japon, 19–20 juillet 2000 <www.g8.utoronto.ca/g7/scholar/bayne2000> (Mars 2004).

FRIEDMAN, Thomas (1999), *The Lexus and the Olive Tree*. New York : Farrar Straus & Giroux.

JOHNSON, Pierre Marc (2000), « Strengthening Canada's Environmental Community Through International Regime Reform: Twenty-First Century Challenges » [vidéo en français et anglais], présentation au symposium de EnviReform, Toronto, 16–18 novembre <www.envireform.utoronto.ca/envireform/conference/webcast.html#keynote> (Mars 2004).

JOHNSON, Pierre Marc (2001), « Creating Sustainable Global Governance », pp. 245–282 dans John Kirton, Joseph Daniels et Andreas Freytag, *Guiding Global Order: G8 Governance in the Twenty-First Century*. Ashgate : Aldershot. Voir aussi « Beyond Trade: Broadening the Globalisation Governance Agenda, » version préliminaire préparée avec Karel Mayrand <www.g8.utoronto.ca/g7/scholar/johnson2000> (Mars 2004).

KAISER, Karl, KIRTON, John J. et DANIELS, Joseph (2000), *Shaping a New International Financial System: Challenges of Governance in a Globalizing World*. Ashgate : Aldershot.

KIRTON, John J. (2002), « Embedded Ecologism and Institutional Inequality: Linking Trade, Environment and Social Cohesion in the G8 », pp. 45–72 dans John Kirton and Virginia Maclaren, *Linking Trade, Environment, and Social Cohesion: NAFTA Experiences, Global Challenges*. Ashgate : Aldershot.

KIRTON, John J. (2001), « International Constraints and Transnational Diffusion: The Dynamics of G8 Effectiveness in Linking Trade, Environment and Social Cohesion ». Préparée pour le 2001 Conférence de Berlin sur les dimensions humaines du changement environmental global sur le « Global Environmental Change and the Nation State », Berlin, 7–8 décembre 2001. Version révisée, 31 janvier 2002 <www.g8.utoronto.ca/g7/scholar/kirton2002/011207.pdf> (Mars 2004).

KIRTON, John J., DANIELS, Joseph et FREYTAG, Andreas (2001), « The G8's Contribution to Twenty-First Century Governance », pp. 283–306 dans John Kirton, Joseph Daniels et Andreas Freytag, *Guiding Global Order*. Ashgate : Aldershot.

Roberts, J. M. (1995), *The Penguin History of the World*. Londres: Penguin Books.

Questions à débattre

1. La mondialisation d'aujourd'hui est-elle un phénomène ancien, un phénomène historique inévitable, un produit des nouvelles technologies ou le résultat d'un choix démocratique?
2. Dans quelle mesure et de quelles façons la deuxième vague de mondialisation, qui a eu lieu après la Deuxième Guerre mondiale, a-t-elle compensé les coûts, amélioré les avantages et modifié l'équilibre entre les coûts et les avantages de la première vague de mondialisation lancée par l'expansion impériale européenne?
3. Quels pays et régions sont en meilleures positions, et lesquels sont en mauvaises positions, pour profiter de la mondialisation?
4. Quel est l'impact des attaques terroristes du 11 septembre 2001 sur le processus de la mondialisation?

Exercices

1. Suite à la Traité de Westphalia, un état-nation souverain :
 - a. peut prendre contrôle de n'importe quelle territoire comme il veut.
 - b. doit respecter la souveraineté des autres états-nations dans leurs affaires domestiques.
 - c. doit déférer aux agents non étatique dans l'exercices de pouvoir économique.
 - d. peut enforcer les règles qui touchent les citoyens des états-nations adjoints.
2. Le « World Social Forum » :
 - a. est une section du « World Economic Forum ».
 - b. se rencontre plusieurs fois chaque année toujours au même endroit.
 - c. sert comme une seule organisation qui promouvoir la libération de commerce.
 - d. est une réunion annuelle des organisations de la société civile.